

Droit, Economie, Gestion Mention Droit Privé, sciences criminelles et carrières judiciaires Spécialité Pratiques juridiques et judiciaires

RNCP7368 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

<http://www.univ-montp1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Ce professionnel spécialiste des Pratiques Juridiques et Judiciaires doit : - Rédiger des actes juridiques

- Mettre en place des stratégies juridiques
- Négocier des contrats
- Effectuer des transactions
- Procéder à des arbitrages
- Suivre des dossiers judiciaires
- Mettre en place des stratégies judiciaires

Dans le cadre de l'entreprise il :

- Procède à l'organisation sociale des entreprises (Organise des élections professionnelles)
- Procède à des audits d'entreprise
- Fait des recherches documentaires et met en place des dossiers thématiques
- Anime des équipes de cadres (management)

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Pour mener à bien ses activités, le titulaire du Master Pratiques Juridiques et Judiciaires est capable de :

- Rechercher l'information pertinente
- La synthétiser et l'analyser
- Rédiger textes et rapports
- Constituer des dossiers
- Argumenter et convaincre
- Négocier
- Prendre des décisions
- Appliquer ses connaissances juridiques à des contextes variables

- Gérer des litiges
- Animer des équipes

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire du Master Pratiques juridiques et judiciaires exerce son activité en entreprise, auprès d'une collectivité, au sein d'une juridiction ou d'un service d'Etat.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le titulaire du Master Pratiques juridiques et judiciaires, sous réserve des conditions d'accès à certaines professions, exerce les métiers de :

- avocat
- juriste d'entreprise
- juriste conseil
- huissier
- notaire
- commissaire aux armées
- agent des douanes
- gérant ou dirigeant de société
- magistrat
- mandataire liquidateur

en cabinet, au sein d'une entreprise publique ou privée ou d'une administration.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur

l'enseignement supérieur dont % de professionnels).

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002).

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/7368/>